

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 avril 2016

**NOUVELLES LIBERTÉS ET DE NOUVELLES PROTECTIONS POUR LES ENTREPRISES
ET LES ACTIFS - (N° 3675)**

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N° 1

présenté par

Mme Marianne Dubois, M. Wauquiez, Mme Le Callennec, M. Door, M. Lurton, M. Guaino, M. Hetzel, M. Morel-A-L'Huissier, M. Philippe Armand Martin, M. Sermier, M. de Ganay, Mme Grosskost, M. Decool, M. Abad, M. Marlin, M. Perrut, M. Reiss, M. Vitel, Mme Louwagie, Mme Zimmermann, Mme Lacroute, M. Salen, Mme Duby-Muller, M. Couve, M. Tétart, M. Breton, M. Jean-Pierre Vigier, M. Costes, Mme Ameline, M. Ledoux, M. Fromion, M. Luca, Mme Rohfritsch, M. Ginesy, Mme Dalloz, M. Poisson, M. Sturni, M. Aboud, M. Siré, M. Marty, M. Bouchet, M. Saddier, M. Myard et Mme Schmid

ARTICLE 35

Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« II. – L'article L. 6323-16 du code du travail est complété par un IV ainsi rédigé :

« IV. – La langue des signes est inscrite dans la liste des formations proposées aux salariés dans le cadre du compte personnel de formation. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

A l'heure actuelle, nombre de salariés souhaitant se former dans le cadre du compte personnel de formation (CPF) ne peuvent choisir la langue des signes car elle ne figure plus dans la liste des formations.

Parallèlement, la situation des organismes de formation en langue des signes française (LSF), demeure préoccupante, car ils se trouvent de fait dans une situation économique particulièrement fragile, alors que les besoins ne cessent de croître.

Les salariés ne comprennent pas que les discours gouvernementaux souhaitant favoriser l'insertion des personnes en situation de handicap et développer l'accès à la formation professionnelle ne franchissent pas la barrière des mots.

Alors que l'accessibilité ne saurait se résumer au seul aménagement des espaces publics et du bâti, cet amendement vise à rendre pleinement effectif l'accès aux formations LSF aux salariés.